

tendance de la FSU, pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

Réforme du lycée : le SNES quitte ENFIN les négociations !

"En juin, prochain, le lycée d'aujourd'hui aura vécu"¹, il y a une semaine, la presse rendait ainsi compte du rythme infernal imposé par le négociateur de Darcos, de Gaudemar, aux organisations syndicales qui se sont engagées dans les discussions sur la réforme du lycée en juin dernier. Là où d'autres pays européens se sont donnés le temps de la réflexion et de la consultation sur plusieurs années, en France, le ministre veut plier l'affaire en quelques mois. Son objectif est clair : faire avaler un projet régressif et ficelé à l'avance à des syndicats enseignants pris de vitesse.

Dans ce contexte, l'attitude de la direction du SNES est restée longtemps incompréhensible.

Après avoir signé en juin le protocole d'entrée en discussion sans aucune consultation de la profession ni même de ses propres instances, le SNES a réclamé une révision du calendrier de mise en oeuvre de la réforme.

En vain. Méprisé par un négociateur totalement sourd à ses questions et propositions, qui dévoilait à la presse ses projets avant d'en informer les syndicats, le SNES s'est montré, au fil des courriers échangés, tout à tour indigné puis rassuré à bon compte, puis de nouveau "très inquiet" devant l'absence totale de cadrage précis et la précipitation manifeste.

Et pourtant, il a persisté à négocier, sans autre espoir que d'obtenir quelques miettes sur fond d'un plan de suppressions d'emplois dans l'éducation qui justifiait à lui seul de refuser de s'asseoir à la table de ces pseudo-négociations. Enfin, la semaine dernière, sous la pression des membres du Bureau National, et notamment de l'Éé, il s'est décidé à quitter les discussions. Il était temps !

La direction du SNES a-t-elle entendu les inquiétudes croissantes des collègues de lycées ? Le mécontentement de nombre de ses propres militants ?

À l'Éé, nous sommes inquiets de la surdité de plus en plus fréquente de la direction du SNES, du manque de démocratie interne et de son obstination à accompagner la rédaction de réformes qui seront mauvaises et lui seront reprochées au final. Sur la question de la masteurisation, le SNES n'a même pas consulté son bureau national ni ses instances académiques avant d'entrer en discussion avec le ministre !

Même si le Snes a enfin eu le courage de quitter les discussions, nous proposons malgré tout aux collègues de se saisir de l'enquête annexée au 8 pages sur le lycée qui a été envoyé dans les établissements, pour **faire remonter à nos dirigeants notre volonté que le SNES adopte un discours syndical clair et offensif sur les risques portés sur ces chantiers majeurs pour l'éducation.**

¹ Le Journal du Dimanche, 5 octobre 2008

Anne DESJARDINS, Collège G. le Conquérant, Saint Saëns.

<http://www.ecoleemancipee.org/>

Ce n'est ni aux salariés, ni aux services publics de payer leur crise ! **TOUS À PARIS LE 19 OCTOBRE !**

Sans surprise, le budget 2009 marque une nouvelle régression pour les services publics au nom de la vieille rengaine de la « maîtrise des dépenses publiques ». Le gouvernement prévoit en effet de supprimer 30 500 postes de fonctionnaires, dont 13 500 dans l'éducation nationale, plus encore que les saignées des années précédentes.

« Les caisses sont vides » paraît-il. Mais il n'est pas question de toucher aux mesures qui ne profitent qu'aux plus riches comme le bouclier fiscal ou la diminution des droits de succession, ni de renoncer aux cadeaux aux entreprises qui pourront bénéficier, en plus de tous les allègements de charges en vigueur, d'un nouveau crédit d'impôt de 6,5 milliards d'euros pour les trois prochaines années.

Face à la crise financière qui secoue les marchés boursiers, Fillon en appelle à « l'unité nationale » pour sauver le capitalisme de la faillite. Quant à Parisot, qui ne doute décidément de rien, elle nous invite à « être tous solidaires, à ramer ensemble pour s'en sortir. »

Ainsi, l'argent qui fait tant défaut pour financer les besoins sociaux, augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, embaucher dans les services publics, réapparaît miraculeusement pour éponger les dettes des banques.

Face à un système qui menace de ruiner toute la société, face au cynisme et à l'hypocrisie de ses promoteurs, il est urgent d'organiser la riposte, de leur signifier qu'il n'est pas question pour les salariés de payer leur crise en acceptant de nouveaux reculs sociaux.

Nous aurons la possibilité de le dire le dimanche 19 octobre prochain à l'occasion de la manifestation nationale à Paris contre les suppressions de postes et pour la défense du service public de l'éducation nationale à l'appel de 47 organisations syndicales et associatives.

Il est vital de tout faire pour que cette journée soit la plus massive possible et de préparer, dès aujourd'hui, les suites.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont Audemer.

**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

Parents, enseignants de Mont-Gaillard ENSEMBLE !

C'est dans une salle du quartier Mont - Gaillard au Havre que s'est tenue mardi soir, 16 septembre une réunion entre parents et enseignants du secteur. Les parents avaient été invités à venir s'informer et débattre des difficultés que rencontrent actuellement les enseignants pour remplir leur mission de service public. Cette rencontre, réunissant de nombreux représentants de l'éducation, de la maternelle au lycée, en passant par le collège, s'est avérée d'une grande richesse.

De l'inégalité des chances naissante à l'avènement d'une école méritocratique jusqu'à la mort annoncée du service public, le débat a été porteur. Les parents ont semblé plus que concernés par l'avenir de leurs enfants et plus globalement par celui de cette école que nous défendons tous, l'école pour tous.

Ces parents que nous croyons dans l'ombre, sont demandeurs. Ils veulent être informés et réclament le droit à plus d'implication. Ils ont bien conscience d'être la cible d'un gouvernement dévolu aux plus favorisés.

Nous avons pris conscience de leur intérêt pour l'école. Ils ont pris conscience de notre intérêt pour leurs propres enfants.

A l'heure où le gouvernement prône le tout individualisme, il serait peut-être bon qu'il se méfie de ces envies naissantes de rassemblement et qu'il ne néglige pas le potentiel d'une telle collaboration. Ce n'est peut-être bien qu'un début...

Magali GRIFFE, Ecole Jules Guesde, Le Havre.

Chez Renault comme ailleurs, défendons nos emplois !

Pendant la « crise financière », les suppressions de postes doivent continuer ! Voilà sans doute le mot d'ordre du Medef mais aussi du gouvernement. Et ce ne sont pas les ouvriers de Sandouville qui diront le contraire. Alors que le groupe Renault a réalisé 1,5 milliard de résultats nets sur les 6 premiers mois de 2008, la direction générale a annoncé 1000 suppressions de postes à l'usine Sandouville (4000 dans tout le groupe) et met en chômage les salarié-es une semaine sur deux jusqu'à Noël, ce qui représente des pertes de salaires allant de 500 à 800 euros par mois ! Cette mise en chômage a été vécue comme une véritable provocation afin de forcer les salarié-es à accepter les suppressions de postes. Dès cette annonce, les ouvriers se sont spontanément mis en grève ! Pendant 3 jours, aucune voiture n'est sortie des chaînes de fabrication et le 25 septembre, 1500 « Renault », soutenus par autant de salarié-es d'autres secteurs, ont manifesté dans les rues du Havre pour venir crier leur colère et leur détermination !

Sarkozy a alors eu l'idée de se déplacer à Sandouville, avec le Pdg de Renault, pour expliquer aux salarié-es que contrairement à ses promesses, ils devaient accepter de « travailler moins et donc de gagner moins ». Mal lui en a pris car malgré les pressions des cadres et une présence policière impressionnante (800 gendarmes mobiles suréquipés), il a dû renoncer à visiter les ateliers où plus de 800 ouvriers étaient en grève et ont subi des violences policières !

La lutte des Renault est emblématique pour tous les salarié-es de la région et au-delà. Leur détermination est à la hauteur des enjeux. En effet, 1000 emplois supprimés dans le plus grand site industriel de Haute Normandie, cela signifie des milliers d'emplois menacés dans la sous-traitance et autant de futurs chômeurs ! Aucune promesse de reclassement n'est à prendre au sérieux : seulement ¼ des salariés licenciés de Millénium a retrouvé un emploi ! C'est les suppressions de

postes qu'il faut refuser. Une première réunion unitaire (avec l'ensemble des syndicats et des partis de gauche) a décidé d'une grande manifestation au Havre, le 8 novembre pour la défense de l'emploi chez Renault mais aussi à l'hôpital (700 suppressions de postes) et dans toutes les entreprises menacées. C'est une première étape car une victoire chez Renault serait un formidable encouragement pour tous les salariés, du privé comme du public !

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

Un PAF pour les précaires...

Pour moi qui n'aime guère manipuler les ordinateurs, il me faut avouer que se promener sur la toile est très instructif. Consultant le PAF (Plan Académique de Formation), curieuse, j'ai cliqué sur "priorités académiques" et trouvé un onglet intitulé "gestion de la masse salariale", je clique : quatre stages, trois plutôt classiques et un plus original intitulé "LES REGLES DE LICENCIEMENT APPLICABLES AUX NON TITULAIRES". Il est inutile d'essayer de vous inscrire car "ce dispositif est réservé à un public désigné. Les personnels concernés seront contactés directement". Par contre, la description de l'objectif de dispositif n'est pas renseigné, l'intitulé du stage se suffit à lui-même. Le tout était consultable par tout un chacun, librement, du 2 juillet au 22 septembre sur le site de l'académie de Rouen.

Micheline PETITPAS.



STAGES RESF : 21 novembre 2008, Rouen et Le Havre

de 9h à 17h au Havre (Franklin)
et à Rouen (Espace Associatif
des Vaillons, 267 rue de Paris,
St Etienne du Rouvray).

Organisateurs :

CGT Educ'action, FSU, SGEN-CFDT, SUD Education.

Deux thèmes seront traités le matin :

- une formation juridique : directive européenne du retour, évolution dans l'application du CESEDA. Deux avocats du cabinet Eden seront sollicités pour assurer cette formation.
- Intervention sur l'impact psychologique que produit la situation des parents sans papiers sur leurs enfants.

Deux autres thèmes seront traités l'après-midi.

- la situation du RESF au niveau national : les enjeux et les mobilisations aujourd'hui.
- les Centres de Rétention Administrative (fonctionnement, état des lieux, le ministère et la CIMADE). Intervention de militants de la CIMADE (une personne du niveau national et une personne qui travaille au CRA de Oissel).

Modalités pratiques :

Autorisation d'absence pour stage syndical à remettre à l'administration le 21 octobre au plus tard (lettre à l'IA pour les collègues du 1er degré / formulaire d'autorisation d'absence pour les collègues du 2nd degré).

Rappel : il n'est pas nécessaire d'être syndiqué pour participer à un stage syndical.